

La formation de fonctionnaires municipaux aux pratiques de reconstruction de la ville européenne

1. L'évaluation des besoins de formation

La Direction Générale de l'Environnement de la Commission des Communautés Européennes, sensible à la perte de la vitalité de certains centres urbains, a confié en 1985 à l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines une mission d'étude. Le but de celle-ci était de dégager les besoins de formation rencontrés par les agents qui participent directement ou non à la rénovation urbaine, comprise au sens actuel d'opération de réhabilitation des quartiers anciens.

La première phase de l'étude a consisté en une douzaine de visites auprès des municipalités qui se signalent par le caractère exemplaire des opérations de rénovation conçues, menées et abouties (par ex : Barcelone, Bologne, Bordeaux, Berlin, Bruges, Liverpool, Genève, Paris,...).

Ces visites ont permis de dresser l'inventaire qualitatif des initiatives poursuivies afin d'accroître la formation nécessaire, de saisir comme nécessité la rénovation urbaine ainsi que de gérer avec efficacité les opérations décidées.

S'en est suivi une proposition d'action que la Commission des Communautés Européennes pouvait entreprendre afin de répondre aux lacunes détectées dans la formation.

Cinq pistes d'action étaient finalement proposées :

1. L'organisation de rencontres européennes d'agents des municipalités, destinées à organiser des échanges à un niveau très technique sur le plan financier et celui des travaux eux-mêmes;
2. la publication régulière d'un bulletin de liaison destiné aux acteurs de la rénovation urbaine et abordant les problèmes financiers et techniques repris ci-dessus;
3. l'organisation de stages ouverts à ceux qui, dans les villes et les quartiers, contribuent à l'organisation de la demande de rénovation;
4. l'organisation de stages de durée moyenne (4 à 8 semaines) d'agents municipaux dans les villes étrangères afin d'y entrer en contact étroit avec les problèmes technico-financiers rencontrés en ces lieux lors de l'exécution d'opérations de reconstruction urbaine;

5. la création à l'Institut Universitaire Européen d'Etudes Interdisciplinaires d'un diplôme de post-graduat consacrant des formations professionnelles dans le domaine de la reconstruction de la ville.

2. La formation des agents municipaux par stages

La Direction Générale de l'Environnement de la Commission a choisi dans les cinq propositions de l'ARAU celle qui doit aboutir à la mise sur pied d'un processus de formation par stages de travail dans les villes européennes.

Les raisons de ce choix reposent sur un constat de l'ARAU qui relève en effet que les opérations de rénovation urbaine atteignent un certain volume et une qualité affirmée quand ceux qui en sont les initiateurs et les exécutants sont de formation professionnelle et culturelle élevée.

a. Elaboration d'un cavenas théorique

C'est pourquoi la Direction de l'Environnement de la Communauté a confié à l'ARAU l'étude de la faisabilité de ces séjours organisés au profit d'agents de villes européennes.

L'ARAU a, dans une première phase, détecté les municipalités de plus de 50.000 habitants de tous les pays d'Europe qui seraient candidates soit à envoyer des stagiaires, soit à en recevoir, soit à participer aux deux possibilités. Une petite centaine (sur un total d'environ 1.100) ont manifesté leur intérêt pour l'une ou l'autre modalité du projet.

La mission de détection et d'organisation théorique de l'ARAU s'est terminée par un colloque (fermé) présentant des réalisations exemplaires dans la reconstruction de la ville européenne. Chaque ville était présentée selon l'axe qui en fait le caractère exemplaire :

- Barcelone : le traitement des espaces publics;
- Bordeaux : la préservation du centre historique;
- Liverpool : le réaménagement d'un site portuaire;
- Berlin : la rénovation d'un quartier populaire;
- Maestricht : les procédures de participation et de concertation des habitants;
- Brescia : les techniques et les pratiques de la planification urbaine.

Ce colloque, qui réunissait à Bruxelles 26 fonctionnaires de 24 municipalités, a permis de visiter des collègues belges de Mons, de Bruxelles et de Bruges.

Un souhait porté par les participants du colloque demandait aux Autorités de la Commission d'accroître leurs efforts dans l'aide à la rénovation.

b. Première expérimentation

Le souhait exprimé lors des journées d'étude a été entendu et l'ARAU s'est vu confier le soin d'organiser des stages de formation.

Le caractère expérimental de cette organisation de stages tout autant que la faiblesse des crédits octroyés ont décidé l'ARAU à ne retenir que 6 villes :

- Witness and Runcorn (Liverpool) : réaménagement de sites urbains sur des friches d'industrie chimique;
- Vittoria (Espagne) : revalorisation du centre historique;
- Mons (Belgique) : rénovation d'un centre urbain situé dans une zone charbonnière marquée par le déclin;
- Roubaix (France) : réaffectation de bâtiments industriels de haute qualité architecturale;
- Venise (Italie) : reconversion à des fonctions urbaines d'anciens chantiers navals;
- Kallithea (Grèce - faubourg d'Athènes) : aménagement d'espaces publics dans un contexte d'extrême rareté foncière.

Les échanges entre les agents de ces villes (2 par municipalité) ont été précédés par une session de formation animée par des maîtres d'opération. Elle a aussi servi de définition des choix et des conditions concrètes des échanges.

Depuis janvier 1988, ces stages par échange sont terminés.

3. L'avenir

Toute la démarche de l'ARAU a coûté relativement peu de chose (quelque 6 millions en 3 ans). Avec des moyens aussi modestes, quelques « privilégiés » ont pu toucher du doigt ce que signifie à la base — donc dans les villes — la construction européenne.

La situation budgétaire de la Commission des Communautés Européennes ne permettra peut-être pas de continuer et d'étendre l'expérience.

Ni l'ARAU, ni les municipalités engagées, ni le développement de la rénovation ne peuvent se satisfaire de cet aboutissement. Il faut, par tous les moyens, que les espoirs nés au cours de ces contacts inter-villes s'épanouissent. Non parce que c'est plaisant, mais parce que c'est dans la nécessité de la reconstruction de la ville européenne.

R. SCHOONBRODT

Président de l'Atelier de Recherche et d'Action Urbaines